

ACTION URGENTE

GUINÉE ÉQUATORIALE. UN DÉFENSEUR DES DROITS HUMAINS AURAIT ÉTÉ VICTIME DE TORTURE

Le défenseur des droits humains Joaquín Elo Ayeto a été arrêté le 25 février à son domicile, à Malabo. Il est accusé de détenir des informations sur un complot visant à assassiner le président. Selon des sources fiables, il a été victime de torture au moins deux fois au poste de police central après son arrestation, ce qui lui a occasionné des blessures. Il a également été menacé de mort par des policiers. Il est détenu actuellement à la prison de Black Beach. Depuis le 2 mars, ni son avocat ni sa famille n'ont été autorisés à le voir.

PASSEZ À L'ACTION : ENVOYEZ UN APPEL EN UTILISANT VOS PROPRES MOTS OU EN VOUS INSPIRANT DU MODÈLE DE LETTRE CI-DESSOUS

Ministre de la Justice, des Affaires religieuses et des Institutions pénitenciaires

M. Salvador Ondo Ncumu

Ministère de la Justice, des Affaires religieuses et des Institutions pénitenciaires

Malabo II, Frente al ministerio de comercio

Guinée équatoriale

Monsieur le Ministre,

Je vous écris afin d'attirer votre attention sur le cas du défenseur des droits humains **Joaquín Elo Ayeto**, membre de la plateforme Somos+ et du parti politique d'opposition Convergence pour la démocratie sociale (CPDS), arrêté le 25 février à son domicile, à Malabo. La raison de son arrestation n'a pas été communiquée. Lorsqu'il a posé la question, on lui a répondu qu'il saurait plus tard.

Il a été emmené au poste de police central de Malabo, où il a été interrogé au sujet d'un complot présumé visant à assassiner le président. Selon des sources fiables, il a été roué de coups au moins deux fois au poste de police et suspendu par les mains. Le vendredi 1er mars, il a été déféré au tribunal. Le juge a refusé d'examiner les blessures que lui avaient occasionnées les actes de torture subis en garde à vue et lui a indiqué qu'il serait soigné en prison. Il a ordonné un placement en détention provisoire à la prison de Black Beach. Joaquín n'a pas été autorisé à entrer en contact avec son avocat ni sa famille depuis le 2 mars. Aucun chef d'inculpation n'a encore été retenu contre lui.

Je suis extrêmement inquiet/inquiète pour sa vie, son bien-être, sa sécurité et sa santé.

Je vous prie instamment, en votre qualité de ministre de la Justice, de faire en sorte que Joaquín Elo Ayeto soit libéré immédiatement et sans condition, car il est détenu uniquement pour avoir exercé de manière pacifique ses droits humains. Il a été arrêté arbitrairement sans aucun motif.

En attendant la libération de Joaquín Elo Ayeto, je vous exhorte à veiller à ce qu'il bénéficie des soins médicaux dont il pourrait avoir besoin et ne soit pas victime de torture ni d'autres formes de mauvais traitements.

Je vous appelle également à diligenter sans délai une enquête approfondie, impartiale, efficace et transparente sur les allégations selon lesquelles Joaquín Elo Ayeto a été torturé en garde à vue et à faire traduire en justice tous les responsables présumés de ces agissements, dans le respect des normes internationales d'équité.

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, l'expression de ma haute considération.

**AMNESTY
INTERNATIONAL**



COMPLEMENT D'INFORMATION

Joaquín Elo Ayeto est membre de Convergence pour la démocratie sociale (CPDS), un parti politique d'opposition, et de l'organe de coordination de Somos+, une plateforme de la société civile composée d'une quinzaine de jeunes hommes et femmes qui dénoncent les injustices visant des jeunes. La plateforme a été créée en 2015 afin de permettre aux jeunes de réagir aux arrestations arbitraires de certains de leurs pairs pendant la Coupe d'Afrique des nations.

Joaquín Elo Ayeto a été arrêté et détenu à plusieurs reprises ; il a notamment été incarcéré une fois à la prison de Black Beach. Le 29 novembre 2016, deux militaires l'ont battu violemment après qu'il a diffusé en ligne un article sur le refus de l'un d'eux de s'acquitter d'un péage.

Joaquín Elo Ayeto est allé directement porter plainte contre eux au tribunal. Un juge lui a dit que ses articles donnaient une mauvaise image du pays. Joaquín Elo Ayeto a été envoyé à la prison de Black Beach, à Malabo, où il a passé plus d'un mois. Il a été détenu à l'isolement pendant les cinq premiers jours, puis il a pu avoir des contacts avec des membres de sa famille et des ami·e·s. À la rentrée judiciaire, le magistrat a décidé de le libérer. Joaquín Elo Ayeto n'a jamais su pourquoi il avait été incarcéré.

Le 27 juin 2017, il a été de nouveau arrêté. Il avait pris part, avec d'autres membres de Somos+, à un rassemblement pour que justice soit rendue à Jose Vidal Ndoing Micha, un jeune chauffeur de taxi qui aurait été tué par l'armée. Deux heures plus tard, la police s'est présentée au domicile de Joaquín Elo munie d'un mandat émanant d'une autorité judiciaire et l'a emmené au ministère de la Sécurité nationale, où il a été interrogé puis placé en cellule. Il a été libéré une semaine plus tard.

Joaquín a été arrêté pour la troisième fois le 25 février 2019 à 6 heures du matin. Il se trouvait à son domicile, à Malabo. Il était dans sa chambre, au premier étage, lorsqu'il a entendu des bruits provenant du rez-de-chaussée, où se trouvaient ses locataires. Il est descendu et a vu sept policiers. L'un d'eux lui a demandé s'il était Joaquín Elo Ayeto et, quand il a confirmé son identité, ils lui ont demandé d'attendre dehors pendant qu'ils montaient dans sa chambre. Ils ont saisi son appareil photo, son ordinateur portable, son téléphone portable, une clé USB et des magazines de son parti politique. Il a été arrêté et emmené au poste de police central de Malabo (surnommé Guantánamo). Il a été déféré à un juge le 1er mars.

Face au juge, Joaquín a insisté pour montrer les blessures occasionnées par les actes de torture qu'il avait subis en garde à vue. Le juge a refusé de l'entendre. Il a uniquement déclaré que Joaquín serait soigné en prison. Il a ordonné son placement en détention provisoire à la prison de Black Beach. Le 2 mars, l'avocat de Joaquín n'a pas été autorisé à voir son client en prison. La famille s'est également vu refuser toute visite.

Pour en savoir plus sur la situation des défenseur·e·s des droits humains et des militant·e·s en Guinée équatoriale : <https://www.amnesty.org/fr/documents/afr24/9793/2019/fr/>.

LANGUE(S) À PRIVILÉGIER POUR LA RÉDACTION DE VOS APPELS : espagnol
Vous pouvez également écrire dans votre propre langue.

MERCI D'AGIR DANS LES PLUS BREFS DÉLAIS ET AVANT LE : 19 AVRIL 2019.
Au-delà de cette date, vérifiez auprès de votre section s'il faut encore intervenir.

PRÉNOM, NOM ET PRONOM À UTILISER : Joaquín Elo Ayeto (il)